



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**












---

**Maintenance des postes Haute tension de l'Université  
Clermont Auvergne**

---

**Université Clermont Auvergne**  
49 Boulevard François Mitterrand  
CS 60032  
63000 CLERMONT-FERRAND

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Maintenance des postes Haute tension de l'Université Clermont Auvergne
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	6
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Durée et délais d'exécution .....	5
3.1 - Durée du contrat .....	5
4 - Prix .....	5
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
4.2 - Modalités de variation des prix .....	5
5 - Garanties Financières .....	6
6 - Avance .....	6
7 - Modalités de règlement des comptes .....	6
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	6
7.2 - Présentation des demandes de paiement .....	6
7.3 - Délai global de paiement .....	7
7.4 - Paiement des cotraitants .....	7
7.5 - Paiement des sous-traitants .....	7
8 - Conditions d'exécution des prestations .....	7
9 - Développement durable .....	7
10 - Clauses environnementales .....	7
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	7
11.1 - Vérifications .....	7
11.2 - Décision après vérification .....	7
12 - Clause de réexamen .....	7
13 - Pénalités .....	8
13.1 - Pénalités de retard ou défaut de prestation .....	8
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	8
14 - Assurances .....	9
15 - Résiliation du contrat .....	9
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	9
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	9
16 - Règlement des litiges et langues .....	9
17 - Dérogations .....	10

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
**Maintenance des postes Haute tension de l'Université Clermont Auvergne**

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Tous les postes Haute Tension de l'Université Clermont Auvergne dans les départements : 63,03,15 et 43.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Santé (Henri Dunant et Estaing)
02	Cézeaux
03	Centre-Ville
04	Département 03
05	Département 43
06	Département 15

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum ni maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les lieux de livraison des prestations ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le mémoire synthétique
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Nota 1: Les conditions générales de vente émises par le titulaire, ses fournisseurs ou ses sous-traitants ne sont pas applicables au marché. Les contrats peuvent être modifiés par avenant signé par toutes les parties.

Nota 2 : Il est expressément reconnu le caractère contractuel du cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures et services (bien que non joint, il est réputé connu par le candidat/titulaire).

## 3 - Durée et délais d'exécution

### 3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification jusqu'au 21/12/2025.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 4 - Prix

### 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes jusqu'au 31/12/2025. Ils sont ensuite révisables à la hausse comme à la baisse à chaque échéance du marché, au 31 décembre de chaque année.

La révision des prix se fera par ajustement sur le barème du titulaire (tarifs publics applicables à l'ensemble de sa clientèle).

A l'appui de sa demande de révision, le titulaire transmet :

- Son nouveau barème daté (pour les prestations objet du marché) et applicables à la date de la demande de révision
- Le bordereau de prix modifié en conséquence.

Le titulaire s'engage à transmettre sa demande par écrit, au moins 15 jours avant chaque échéance de reconduction à La Direction du Patrimoine Immobilier et de l'énergie de l'Université Clermont Auvergne.

Les nouveaux tarifs feront apparaître pour chaque prestation l'ancien prix, le nouveau prix et le pourcentage de variation en indiquant s'il s'agit d'une modification à la hausse ou à la baisse.

L'Université dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations ou réserves sur les justifications apportées. Passé ce délai, les nouveaux prix deviennent applicables.

A défaut de proposition par le titulaire, les prix de l'année précédente continueront à courir pour l'année entière. Le titulaire renonce à toute révision de ses prix pour l'année courante sans demande de sa part dans les délais indiqués ci-dessus.

#### Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité un marché subséquent si la moyenne d'augmentation des prix nets est supérieure à 2 %.

## 5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 7 - Modalités de règlement des comptes

### 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

## Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002806100013

### **7.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **7.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **7.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **8 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

## **9 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

## **10 - Clauses environnementales**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

## **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées par un représentant de l'Université sans qu'un représentant du titulaire soit obligatoirement avisé ou présent

### **11.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **12 - Clause de réexamen**

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché public pourra être modifié quelque soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Restructurations pouvant intervenir sur différents sites au cours de l'exécution contractuelle. Elles peuvent induire la suspension, la suppression ou l'ajout de prestations.
- Cas de force majeure, événement imprévisible, crise sanitaire qui engendrerait la fermeture des bâtiments et donc l'arrêt des prestations
- Mise à jour des bordereaux de prix dans la limite de besoins exceptionnels non connus au moment de l'appel d'offres
- ajout d'un équipement non connu au moment de l'appel d'offre
- Révision des tarifs induite par de nouvelles obligations pesant sur le titulaire qui étaient non prévisibles au moment de la réponse à l'appel d'offres et qui sont devenus indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes, normes ... (imprévisibles et extérieures au titulaire) imposées par le droit national.
- Adaptations du marché rendues nécessaires par des difficultés techniques apparues pendant l'exécution des prestations.
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.
- Prolongation du terme de l'accord-cadre dans les cas restreints d'un aléa imprévisible au moment du lancement de la procédure de type : aléa dans la procédure de relance du marché suivant, adhésion à un groupement d'achat à des dates différentes de l'échéance initiale...

Ces modifications feront l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée : avenant, décision de poursuivre, ordre de service, ...

## 13 - Pénalités

### 13.1 - Pénalités de retard ou défaut de prestation

En cas de retard ou de défaut de prestations, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

<b>Retards :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervention</li> <li>- Dépannage</li> <li>- Envoi de devis</li> <li>- Réparation</li> <li>- Rappel de l'astreinte dans l'heure</li> <li>- Rappel de l'assistance dans l'heure</li> </ul>	30 € de pénalités par jour
<b>Absence</b> de vérification périodique	150€
<b>Retards :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Envoi de l'audit</li> <li>- Envoi du rapport préventif</li> <li>- Envoi du rapport correctif</li> <li>- Remise pièces fin de marché</li> </ul>	30 € de pénalités par jour

Le montant des pénalités sera plafonné à 200 euros HT par constat.

Le montant total des pénalités du marché sera plafonné à 2000 euros HT.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard

### 13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.



Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 15 - Résiliation du contrat

### 15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Le marché pourra également être résilié dans les cas suivants :

- Manquement grave en matière de sécurité
- Retard préjudiciable à l'UCA

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 17 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services